

ROYAUME DU MAROC

REGION FES-MEKNES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION **ARCHITECTURALE**

CONSULTATION ARCHITECTURALE

N° 01/CA /RFM/2018

**LA CONCLUSION D'UN CONTRAT RELATIF :
ETUDE ARCHITECTURALE ET SUIVI DES
TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN
CENTRE DE DIAGNOSTIC A L'HOPITAL
MOHAMED V A SEFROU**

LOT UNIQUE

Passé par consultation architecturale en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1
de l'article 91 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux
marchés publics

ARTICLE 1 : Objet du règlement de la consultation architecturale.

Le présent règlement de consultation concerne l'étude architecturale et le suivi des travaux **de construction d'un centre de diagnostic à l'hôpital Mohamed V à SEFROU**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 98 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 98 et des autres articles du même décret précité.

ARTICLE 2 : Maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage du contrat qui sera passé suite à la présente consultation architecturale est : **LE PRESIDENT DE LA REGION FES -MEKNES.**

ARTICLE 3 : Mode d'attribution.

Les prestations, objet de la présente consultation, seront attribuées en lot unique.

ARTICLE 4 : Information des concurrents.

Tout architecte peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par faxe confirmé ou par voie électronique, de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant la consultation architecturale ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Conformément aux dispositions de l'article 94 du décret n°2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un architecte à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres architectes ayant retiré ou téléchargé le dossier de la consultation architecturale et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre architecte dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres du jury de la consultation architecturale.

ARTICLE 5 : Visite des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 95 du décret n°2-12-349 précité, **une visite des lieux est prévue le 20/03/2018 à 10h30min.**

A noter que l'absence du concurrent au cours de cette visite sera motif d'écartement lors de la séance d'ouverture des plis

ARTICLE 6 : Conditions requises.

Conformément aux dispositions de l'article 96 du décret 2-12-349 précité :

Seules peuvent participer et être attributaires des contrats de prestations architecturales, dans le cadre des procédures prévues à cet effet par le décret précité, les architectes :

- ✓ Autorisés à exercer la profession d'architecte à titre indépendant et inscrit au tableau de l'Ordre national des architectes ;

- ✓ En situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable public chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- ✓ Affiliés à la C.N.S.S et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme ;

Ne sont pas admises à participer aux consultations les architectes qui sont :

- ✓ En liquidation judiciaire ;
- ✓ En redressement judiciaire sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- ✓ Frappés par une sanction de retrait de l'autorisation ou de suspension d'exercice de la profession d'architecte ;
- ✓ Exclus temporairement ou définitivement en vertu de l'article 159 du décret n°2-12-349 précité ;

ARTICLE 7 : délai de notification de l'approbation.

Sous réserve de l'article 153 du décret précité, l'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de SOIXANTE QUINZE jours (75j) à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié.

ARTICLE 8 : la ou les langues dans lesquelles les pièces et documents du D.A.O. doivent être établies.

Conformément aux dispositions de l'article 98, notamment le paragraphe 4 du décret N° 2-12-349 précité. L'offre présentée par les soumissionnaires ainsi que toutes correspondances et tous documents concernant l'offre, échangées entre les soumissionnaires et le maître d'ouvrage seront rédigées en langue française, seule langue de travail.

Les plans, documents et pièces écrites devront utiliser exclusivement le système métrique et les unités qui s'y rattachent à l'exception éventuellement des catalogues et brochures.

Pour les documents produits en plusieurs exemplaires, le marquage de l'original et des copies est obligatoire.

ARTICLE 9 : Justification des capacités et des qualités.

Conformément aux dispositions de l'article 97 du décret 2-12-349 précité, pour établir la justification de ses qualités et capacités, chaque architecte est tenu de présenter :

A) Un dossier administratif comprenant :

1. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues au 1^{er} paragraphe de l'article 97 du décret n° 2-12-349 précité (cf. : modèle joint en annexe) ;
2. Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent donnant pouvoir à l'architecte d'engager ladite société, lorsqu'il s'agit d'une société d'architectes, instituée conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi 16-89 relative à l'exercice de la profession des architectes et à l'institution de l'Ordre national des architectes promulguée par le dahir n°1-92-122 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;
3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'architecte est en

situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 96 du décret n° 2-12-349 précité ;

4. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que l'architecte est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 96 du décret n° 2-12-349 précité ;
5. Copie certifiée conforme à l'original de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte délivrée par l'administration ;
6. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original, d'inscription au tableau de l'Ordre national des architectes délivrée depuis moins d'un an ;
7. L'attestation de présence à la visite des lieux.

B) Une proposition technique qui doit contenir :

Conformément aux dispositions prévues à l'article 100 du Décret N° 2-12-349 précité :

1. Une note de présentation comprenant :
 - Le parti architectural du projet par rapport aux critères fixés par le présent règlement de consultation ;
 - Les consistances du projet par rapport au programme du maître d'ouvrage ;
 - Une note descriptive des matériaux utilisés.
2. Une esquisse sommaire du projet.
3. Le calendrier d'établissement des études.
4. Une estimation sommaire, **hors taxes**, du coût global des travaux basée sur les ratios de surfaces du projet.

C) Une proposition financière comprenant :

- L'acte d'engagement précisant la proposition d'honoraires.

ARTICLE 10 : Dossier de la consultation architecturale

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret 2-06-388 précité, le dossier de la consultation architecturale comprend :

- a) Une copie de l'avis de la consultation architecturale ;
- b) Le programme de la consultation architecturale ;
- c) Un exemplaire du projet du contrat d'architecte ;
- d) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- e) Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f) Le présent règlement de consultation.

Le dossier de la consultation architecturale est consulté et retiré gratuitement à l'adresse suivante :

REGION FES MEKNES AVENUE ALLAL BEN ABDELLAH FES

Il est également téléchargeable à partir du portail des marchés publics.

ARTICLE 11 : Modifications dans le dossier de la consultation architecturale

Conformément aux dispositions de l'article 99 & 7 du Décret N° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier de la consultation architecturale. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si les modifications sont introduites dans le dossier de la consultation architecturale, elles seront communiquées à tous les Architectes ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduite dans les dossiers mis à la disposition des autres architectes.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité ;

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'article 93 & 2 du Décret N° 2-12-349 précité.

ARTICLE 12 : retrait du dossier de la consultation architecturale.

Le dossier de la consultation architecturale est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis de la consultation architecturale dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est remis gratuitement conformément aux dispositions de l'article 99 & 4 et 5 du Décret N°2-12-349 précité.

ARTICLE 13 : Présentation des dossiers des architectes

Conformément aux dispositions de l'article 101 du décret n° 2-12-349 précité :

1- le dossier à présenter par chaque architecte est mis dans un pli fermé et portant :

- Le nom et l'adresse de l'architecte ;
- L'objet du contrat ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
-
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président du jury de la consultation architecturale lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

2- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) **La première enveloppe** contient les pièces du dossier administratif et le contrat d'architectes signé et paraphé par l'architecte. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Dossier administratif** » ;
- b) **La deuxième enveloppe** contient les pièces de la proposition technique. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Proposition technique** » ;
- c) **La troisième enveloppe** contient la proposition financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre financière** » ;

3- Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse de l'architecte ;
- L'objet du contrat ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- **L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce de l'architecte ;**
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

ARTICLE 14 : Dépôt et retrait des plis des architectes

Conformément aux dispositions de l'article 102 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des architectes :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis de la consultation architecturale ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

- **Soit transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage ;**
- Soit remis, séance tenante, au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par l'architecte et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur un registre spécial.

Les architectes ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 15 : Ouverture des plis des architectes en séance publique

L'Ouverture des plis des architectes sera effectuée par le jury de la consultation architecturale conformément aux dispositions des articles 104 - 105 - 106 et 107 du décret n° 2-12-349 précité.

Le jury de la consultation architecturale appréciera les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation architecturale et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et la proposition technique de chaque architecte.

Phase 1 : Examen des dossiers administratifs

A l'issue de cette phase, le jury de la consultation architecturale examinera les dossiers administratifs des architectes conformément aux dispositions de l'article 104 du décret n° 2-12-349 précité. Après cet examen, le jury écarte :

- Les architectes qui ne satisfont pas aux conditions requises des architectes prévues au niveau de l'article 6 ci-dessus ;
- Les architectes qui n'ont pas produit les pièces exigées du dossier administratif ;
- Les architectes qui n'ont pas qualité pour soumissionner.

Phase 2 : Examen et évaluation des propositions techniques :

Conformément aux dispositions de l'article 105 du décret n° 2-12-349 précité, le jury examinera les propositions techniques des seuls architectes admis ou admis sous réserves à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif.

Il procède à la vérification des calculs de l'estimation sommaire du coût global des travaux et rectifie les erreurs arithmétiques éventuelles.

Il élimine les propositions des architectes non conformes aux spécifications exigées par le règlement de consultation ou qui ne satisfont pas aux critères qui y sont prévus ou qui ont présenté une estimation du coût global des travaux du projet supérieure au budget prévu par le maître d'ouvrage et arrête la liste des architectes retenus.

Le jury de la consultation, analysera et évaluera les propositions techniques des architectes **selon le système de notation suivant. :**

Une **note de la présentation technique de 100 points** qui se décompose comme suit :

	CRITERE D'EVALUATION	NOTE MAXIMALE ATTRIBUEE
N_{PT1}	Qualité de la présentation et Consistance du projet par rapport au programme	10 points
N_{PT2}	Qualité architecturale du projet Cette note comporte les éléments suivants :	50 points
	Originalité et pertinence du parti architectural et sa traduction conceptuelle	15 points
	Qualité de la conception du projet au niveau de l'esquisse de l'architecte	15 points
	Qualité fonctionnelle du projet et des aménagements intérieurs (organisation, distribution, des composantes du programme, ambiances intérieures)	20 points
N_{PT3}	Qualité technique du projet : Cette note est composée comme suit :	20 points
	Choix et pertinence des matériaux utilisés	10 points
	Respect des normes de construction, et des normes et règlements de confort, de sécurité et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite	05 points
	Respect des contraintes liées à la protection de l'environnement, le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	05 points
N_{PT4}	Calendrier d'établissement des études :	20 points
	Total N_{PT} = N_{PT1} + N_{PT2} + N_{PT3} + N_{PT4}	100 points

N.B : Calendrier d'établissement des études (N_{PT4}) : (20 points)

Il doit contenir une décomposition des différentes phases de l'étude architecturale avec les durées correspondantes.

3-1- Présentation du calendrier détaillé (N_{CAL1}) : (10 points) ;

3-2- Délai global proposé pour l'étude architecturale (N_{CAL2}) : (10 points).

$$N_{CAL2} = \frac{10 \times (t_{max} - t)}{(t_{max} - t_{min})}$$

Avec :

Précision de l'unité de mesure : le mois et le jour

- t = Délai global proposé pour l'étude architecturale.

- t_{min} = Délai global minimal proposé pour l'étude architecturale parmi les candidats admis.

- t_{max} = Délai global maximal proposé pour l'étude architecturale parmi les candidats admis.

- N_{CAL2} = note attribué au candidat pour le délai global proposé pour l'étude architecturale.

N.B : dans le cas d'un seul candidat N_{CAL2} = **10 points**.

Note de Calendrier d'établissement des études :

$$N_{PT4} = N_{CAL1} + N_{CAL2}$$

Phase 3 : Notation de l'estimation sommaire :

A ce stade, le jury procède à la notation des estimations sommaires, hors taxes, du coût global des travaux basée sur les ratios de surfaces du projet en attribuant une note de cent (100) points à celle la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles à leur montant aux autres estimations sommaires, selon la formule suivante :

$$N_{ES} = 100 \times \frac{\text{L'estimation sommaire la plus avantageuse}}{\text{L'estimation sommaire du candidat}}$$

N.B : L'estimation la plus avantageuse = le coût le plus bas des estimations sommaires présentées par les concurrents admissibles.

Phase 4 - Notation des propositions financières des taux d'honoraires

Conformément aux dispositions des articles 106 et 107 du décret n° 2-12-349 précité, le jury de la consultation procède à la vérification des calculs de la proposition financière et rectifie les erreurs arithmétiques éventuelles et écarte les architectes dont les propositions d'honoraires :

- ne sont pas signées ;
- expriment des restrictions ou des réserves ;
- sont supérieures au maximum ou inférieures au minimum prévus au paragraphe 5 de l'article 90 du décret n° 2-12-349 précité

Le jury procède à la notation financière des propositions des taux d'honoraires des architectes retenus, en attribuant une note N3 de (100) points à la proposition d'honoraires la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles aux autres propositions d'honoraires selon la formule suivante :

$$N_{PF} = 100 \times \frac{\text{La proposition financière la plus avantageuse}}{\text{La proposition financière du candidat}}$$

LA NOTE GLOBALE (NG)

La note globale NG points s'obtiendra par l'addition de la note de la proposition technique (N_{PT}), la note de l'estimation sommaire (N_{ES}) et de la note de la proposition financière (N_{PF}) après introduction de la pondération selon la formule suivante :

$$N_G = (0.70 \times N_{PT}) + (0.20 \times N_{ES}) + (0.10 \times N_{PF})$$

ARTICLE 16 : Classement des offres des architectes

Le critère de classement des offres est la note globale, puis la note technique (lorsque plusieurs offres ont des notes globales équivalentes).

La détermination de l'offre la plus avantageuse ou l'indication des concurrents à départager par tirage au sort lorsque leurs propositions sont équivalentes, se fait conformément au 5ème paragraphe de l'article 107 du décret :

« Le jury procède au classement des propositions des architectes retenus en vue de proposer au maître d'ouvrage l'offre la plus avantageuse. Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses ayant obtenu des notes globales équivalentes, le jury retient l'architecte ayant obtenu la meilleure note de la proposition technique. Si les notes des propositions techniques sont également équivalentes, le jury procède au tirage au sort pour désigner l'architecte à retenir. »

ARTICLE 17 : Résultats définitifs de la consultation architecturale

Les résultats définitifs de l'appel d'offres seront communiqués aux architectes conformément aux dispositions de l'article 110 du décret n° 2-12-349 précité :

- 1- Le maître d'ouvrage informe l'architecte retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les architectes éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des architectes seront conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq (05) ans au minimum.

- 2- Aucun architecte ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ;
- 3- Le choix arrêté par le jury de la consultation architecturale ne peut être modifié par l'autorité compétente.

Dressé par

Le Maître d'ouvrage

Lu et accepté par :



Fès, le

Fès, le 19 FEV 2018

A....., le